



ASSISES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Vendredi 3 juillet 2026

FACULTÉ DE **DROIT**
 UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III

Ordre du jour

Chiffres clés

Départs et arrivées / concours

Actualités de la Faculté

Evénements et vie culturelle

Formation

Formation continue & alternance

Relations internationales

Dispositif innovant

Recherche

Départs à la retraite

Chiffres clés

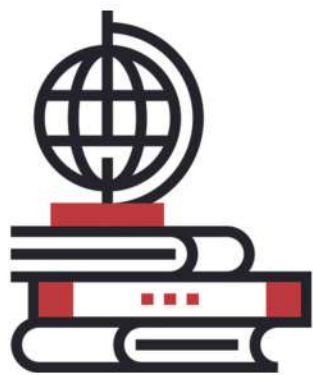
Données statistiques sur l'année 2025-26

FACULTÉ



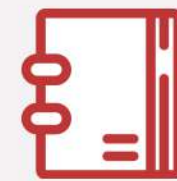
- 10 450 étudiants
- 10 parcours de Licences
- 1 Double Licence - 6 Licences pro
- 52 Masters
- 20 Diplômes d'Université

INTERNATIONAL



- 200 accords internationaux
- 9 Doubles diplômes
- 16 diplômes délocalisés
- 9 Masters délocalisés

Personnels de la Faculté de droit



176 enseignants-chercheurs



31 professeurs invités



81 personnels administratifs



48 doctorants

Concours

Enseignants-chercheurs
2026-27

NOUVEAUX MAÎTRES DE CONFÉRENCES À LA RENTRÉE

- Jenna Boller, Professeur certifié affecté dans l'enseignement supérieur d'anglais
- Pierre Levallois, Maître de conférences de droit public
- Candice Michel, Maîtresse de conférences de droit privé et sciences criminelles
- Noémie Morize, Maîtresse de conférences de sciences de gestion et du management

Concours

Enseignants-chercheurs 2026-27

QUALIFICATIONS 2026 AUX FONCTIONS DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES – SECTION 01

- Xavier Baki-Mignot | Maître de conférences, Droit privé et sciences criminelles
- Claire Brunerie | Maîtresse de conférences, Droit privé et sciences criminelles – recrutement à Paris 8
- Aurore Camuzat | Maîtresse de conférences, Droit privé et sciences criminelles

QUALIFICATIONS 2026 AUX FONCTIONS DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES – SECTION 02

- Sophie Olivier | Maître de conférences, Droit public

RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 46-1 DU DÉCRET N° 84-431

- Quentin Némot-Rajot | Professeur, Droit privé et sciences criminelles, Université Marie et Louis Pasteur à Belfort
- Elise Untermaier-Kerléo | Professeure, Droit public, Université Jean Moulin Lyon 3

Nominations

Enseignants-chercheurs
2026-27

NOMINATIONS AU SEIN DES ÉQUIPES DE RECHERCHE DURANT L'ANNÉE ÉCOULÉE

- Hervé De Gaudemar et Benjamin Ricou : directeur et directeur adjoint de l'Equipe de recherche de Droit public
- Jérôme Couillerot et Anne-Laure Youhnovski-Sagon : directeurs du Centre de recherche de droit constitutionnel
- Messaoud Saoudi : directeur adjoint du Centre d'études et de recherche financières et fiscales
- Christophe Testard : directeur de l'Institut d'études administratives
- Cyril Nourissat et Christine Ferrari-Breeur : directeur et directrice adjointe de l'EDIEC

NOMINATIONS AUX POSTES DE RESPONSABLES DE LICENCE / LICENCE PROFESSIONNELLE POUR 2026-27

- Thibaud Boncourt et Cédric Passard : co-responsables de la double licence Droit Science Politique
- Marion Girer et Amélie Panet-Marre : responsables de la LP Mandataire judiciaire pour la protection des majeurs

NOMINATIONS AUX POSTES DE RESPONSABLES DE MASTER POUR 2026-27

- Blandine De Clavière : responsable adjointe du Master Droit privé international
- Jan Verlin assurera seul la responsabilité du Master 2 Relations internationales et diplomatie

Nouveaux ATER

2026-2027

Droit Privé

- AUTRAND Alexandre
- EL FALOUSSI Farah
- GENIN Elena
- KAHIL Rayan
- LIGNER Jade
- MULLER Julien
- RICHARD Matthieu
- RICHIER Lucas
- SAVIN Bastien
- VAIRON Mélanie
- PROST Estelle

Droit Public

- ALLAHAMNE MINDA Benjamin
- GAUDEL Amélie
- LE HELLOCO Sofia
- PIZI Chiara
- RENARD-STRUNA Ulysse

Histoire du droit

- BURATTIN Nina
- LEBIED Samir

Départs et arrivées

Personnels administratifs
Année en cours

REPLACEMENTS

- Léa Luczak a remplacé Anne-Lise Caballero – Secrétariat du doyen
- Ysoline Viollet a remplacé Nathalie Morel – Service de la Licence
- Donovan Sadin a remplacé Charlène Niglis – Service de la Licence
- Anastasia Perfiloff a remplacé Olivia Morbach – Service de la Licence
- Mathilde Combaz a remplacé Katia Jorda – Service de la Licence
- Manelle Aarab remplace temporairement Katia Jorda – Service de la Licence
- Léa Bertotto a remplacé Razika Zaatri – Service de la Licence
- Emily Laurent a remplacée Marianne Presle – Service de la Licence
- Mélanie Cuvillier a remplacé Catherine Wyroslak – IEJ
- Margaux Guerin a remplacé Victor Destable – IDPI
- Angélique Lachat a remplacé Alexandra Gasmi – EDPL + IDE

Départs et arrivées

Personnels administratifs
Année en cours

MOUVEMENTS INTERNES

- Emmanuelle Paparella a remplacé Pauline Ribas - Pôle international
- Katia Jorda a remplacé Cécile Pierrat - Service de la Licence
- Victor Destable a remplacé Anne Lacombe - IDEA

CRÉATION DE POSTES

- Madeline Tripier - Pôle international
- Salomé Rodrigues - Pôle international - JANUS
- Julia Poirier - 50 % à la Formation continue - VAE / 50 % à l'IDEA
- Cédric Chapiron - 50% à l'IESD et 50% au service Financier
- Sophie Peretti - responsable des études à la Faculté de droit à compter du 1er septembre 2026



Actualités

- Nouveau conseil de Faculté
- Partenariats

Nominations

Conseil de Faculté
2026-27

MEMBRES EXTÉRIEURS

- Jean-François Barre, Président de l'EDARA
- Frédéric Bricout, Délégué Régional de l'Association Française des Juristes d'Entreprise
- Aurélia Degnifo-Lucot, Directrice adjointe, Direction des Achats à la Région
- Marion Didier, Responsable juridique Affaires Publiques GL events
- Cédric Doat, Président de l'AIAL, Axa Assurance
- Jean-Christophe Genevrier, Premier vice-président de la Chambre interdépartementale des notaires de la Cour d'appel de Lyon
- Léa Guivarch, Directrice des ressources humaines et de la formation aux HCL (Hospices Civils de Lyon)
- Aurélie Klein, Commissaire de justice
- Cécile Mariller, Présidente du Tribunal administratif de Lyon
- Maïté Roche, Avocate au Barreau de Lyon
- Fabien Rouméas, Avocat au Barreau de Lyon

Partenariats

Signature d'une convention de partenariat entre l'Université, l'Académie de Lyon et l'association Parlons Démocratie



Lancement du Think Tank Expl'AURA - Auvergne-Rhône-Alpes



Exposition présentée à la BU de la Manu et demi-journée d'échanges et de rencontres en lien avec l'association lyonnaise Possible

Événements & vie culturelle



- Agenda annuel
- Rentrée des enseignants-chercheurs
- Salon du livre juridique
- Nuit du Droit
- Cérémonie de remise des diplômes
- 40 ans du procès Klaus Barbie
- Bonnes pratiques de communication

Événements et vie culturelle

Agenda annuel

- Rentrée des enseignants-chercheurs – 10 septembre 2026
- Salon du livre juridique – 15 septembre 2026
- Nuit du Droit – 5 octobre 2026
- Congrès annuel d'Anticor – 9 et 10 octobre 2026
- Conférence Alice Cassagne / Villa Gillet – novembre 2026
- Semaine de l'Europe – mars 2027
- Remise des diplômes de Master 2 – mars ou mai 2027
- Quai du Polar – avril 2027
- 40 ans du procès Klaus Barbie – courant 2027
- Exposition sur la démocratie – 2027

Événements et vie culturelle

Réunion de rentrée des
enseignants-chercheurs
10 septembre



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RENTRÉE DES ENSEIGNANTS- CHERCHEURS

Thème : l'intelligence artificielle dans les études de droit
> Dans le prolongement de la journée dédiée à l'IA lors
de la précédente AG de rentrée

- Intervention de **Christophe Quézel-Ambrunaz** sur les usages de l'IA dans le champ juridique
- Présentation par **Samir Merabet** du projet d'intégration de l'IA dans les études de droit en licence
- Échanges autour des enjeux pédagogiques, des expérimentations et des perspectives pour la formation des juristes
- Point sur l'actualité de la Faculté de droit
- Rencontre suivie d'un cocktail

Événements et vie culturelle

Salon du livre juridique

15 septembre 2026

Manufacture des Tabacs
Bibliothèque universitaire

LE RENDEZ-VOUS DE RENTRÉE AUTOUR DU LIVRE JURIDIQUE

- Deuxième édition du Salon Lyonnais du livre juridique
- > Événement initié par la Faculté de droit
- > Organisation en partenariat avec les bibliothèques universitaires Lyon 3

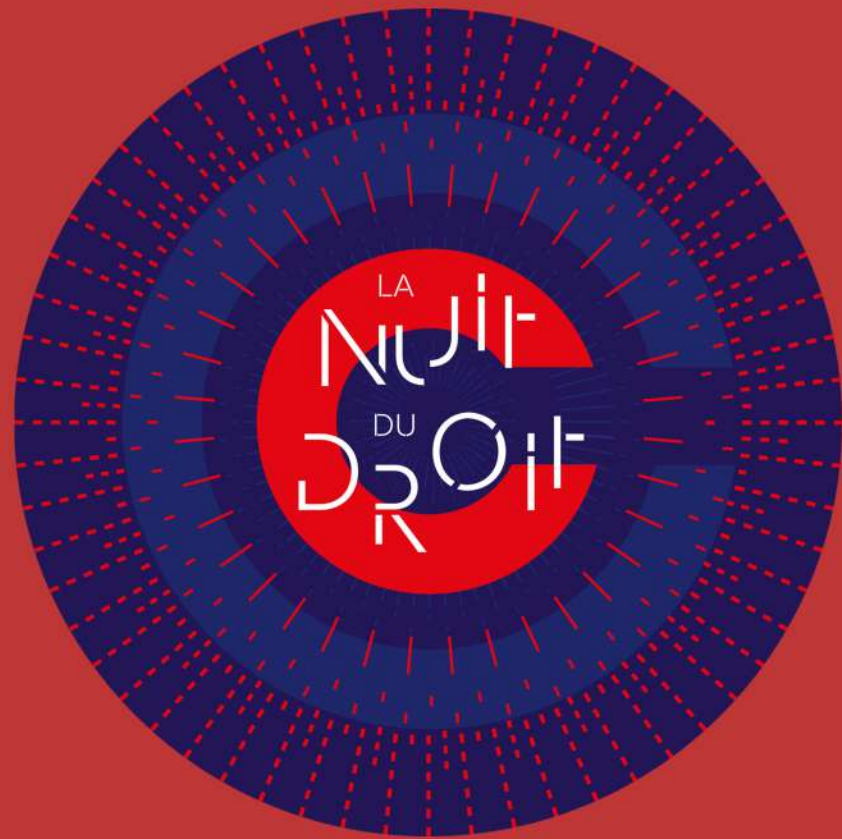
- Sélection d'ouvrages pour accompagner les étudiants dans leurs études de droit
- Stands, conseils et vente d'ouvrages sur place
- Participation de Decitre et Lefebvre Dalloz
- Séances de dédicace avec des enseignants-auteurs de la Faculté de droit

- > Programme détaillé des dédicaces à venir



Événements et vie culturelle

Nuit du droit 2026 – 5 octobre



DES ÉVÉNEMENTS POUR LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Avec l'association Parlons démocratie, l'Académie de Lyon et la Villa Gillet

DES ÉVÉNEMENTS PARTICIPATIFS

- Grok à la barre
- Gestion de crise : le Rhône déborde
- Jeu de rôle organisé par la CAA de Lyon
- Escape game pour les masters Droit public organisé par le TA de Lyon

DES CONFÉRENCES-DÉBATS

- Grand entretien avec Magali Lafourcade – La justice en procès
- Hommage à René Cassin
- La France et la justice internationale

Événements et vie culturelle

Nuit du droit 2026 – 5 octobre

SIMULATION PARLEMENTAIRE
GESTION DE CRISE
PROCÈS FICTIF
JEUX DE RÔLE
CONFÉRENCES
ESCAPE GAMES

LA NUIT DU DROIT

OCTOBRE 5 2026

Grand entretien avec **Magali Lafourcade** Magistrate, autrice de *La justice en procès*

« La France et la Justice Internationale »

PROCÈS FICTIF
DOSSIER N° 2026-10-05
Grok

Grok à la barre
« Le procès fictif d'une Intelligence artificielle »

Rhône 2040
« Gérer les conséquences d'une crue exceptionnelle du Rhône »

Hommage à René Cassin

« Plaide-moi si tu peux »

« Découvrez les coulisses d'une succession »

MANUFACTURE DES TABACS & HORS LES MURS

En partenariat avec
Lefebvre Dalloz
BAROQUE des TERRITOIRES
Événement national organisé sous l'égide du Conseil constitutionnel

Avec le soutien de
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
COMMISSAIRES DE JUSTICE
AVOCATS

En collaboration avec
R3
ROBERT BACHÉLY

Bureau de Lyon

INF

EDARA

Villa Gillet

FACULTÉ DE DROIT

Événements et vie culturelle

Cérémonie de remise
des diplômes des Masters 2



Cérémonie 2027 : mars ou mai
Date à confirmer

BILAN D'UN TEMPS FORT POUR LA FACULTÉ DE DROIT

- 20 mars 2026 | Amphithéâtre Roubier
- 33 parcours présents
- 2 séances regroupant près de 300 diplômés et leurs familles
 - > La majorité des responsables de parcours était présente.
 - > Discours des responsables de parcours appréciés
 - > Témoignages étudiants ponctuant la cérémonie
 - > Reconduction de la cérémonie pour 2027 : inscription des parcours souhaitant y participer dans les mois à venir.

Événements et vie culturelle

40 ans du procès Klaus Barbie
Courant 2027

JUSTICE, MÉMOIRE ET TRANSMISSION

> Organisation d'un ou plusieurs événements autour des 40 ans du procès Klaus Barbie

> Projet inscrit dans une dynamique partenariale lyonnaise

- Partenaires envisagés :

- > Prison Montluc

- > CHRD

- > Rectorat

- > Etc.

- Mise en valeur d'un procès majeur dans l'histoire judiciaire et mémorielle

- Objectif :

Transmettre, comprendre et interroger le rôle de la justice face aux crimes contre l'humanité

> Format et calendrier à construire avec les partenaires

Événements et vie culturelle

Bonnes pratiques

Pensez bien à taguer la Faculté de droit sur les réseaux sociaux afin que l'information puisse être reprise.

- Identification sur les réseaux sociaux

LinkedIn : @Faculté de droit - Université Jean Moulin Lyon

Instagram : @facultededroitlyon3

Facebook : @Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Lorsque vous taguez quelqu'un, votre publication devient visible par ses followers.

- Idéal de nous mentionner pour des :

- > annonces de manifestations scientifiques

- > participation à des émissions radio-télé, publications dans les médias grand public

- > parutions d'ouvrages

- > témoignages d'étudiants et/ou de diplômés

- > distinctions / nominations



Formation

- Plateforme Parcoursup & Mon Master
- Résultats des examens de Licence
- Dématérialisation des process via GRIST
- Nouvelles formations pour la rentrée 2026-2027
- Offre de formation 2027-2032

Plateforme Parcoursup & Mon Master



QUELQUES DONNÉES

Parcoursup - L1

> 1 882 places

- 2026 : 29 150 candidatures
- 2025 : 25 497 candidatures

Mon Master - M1

> 1 015 places

- 2026 : 37 088 candidatures
- 2025 : 38 320 candidatures

Parcoursup - Attractivité des formations

Libellé formation inscription/affectation	Rappel Année 2025	Total des vœux 2026	Evolution	Capacité d'accueil 2026	Taux de pression 2026
Bourg-en-Bresse - Parcours Droit. - Accès Santé (LAS)	455	463	1,7%	20	23,2
Bourg-en-Bresse - Parcours Droit - Droit.	2190	1696	-22,6%	130	13
Lyon - Double licence - Droit / Philosophie -	1007	985	-2,2%	42	23,45
Lyon - Parcours Majeure Droit - mineure Finance	2309	2633	14,0%	65	41
Lyon - Parcours Majeure Droit - mineure science politique	6649	7130	7,2%	330	22
Lyon - Parcours Droit - Droit.	12236	12035	-1,6%	1205	10
Lyon - Parcours Droit. - Accès Santé (LAS)	2574	2655	3,1%	60	44
LP Métiers de l'immobilier	1346	1553	14%	30	51,76

Licence mention DROIT

Plateforme Parcoursup

Taux du rectorat

Libellé formation inscription/affectation	Taux maximum de candidats non-résidents applicable	Taux minimum de candidats boursiers proposé
Bourg-en-Bresse - Parcours Droit. - Accès Santé (LAS)	10 %	21 %
Bourg-en-Bresse - Parcours Droit - Droit.	10 %	17 %
Lyon - Double licence - Droit / Philosophie -	0 %	NC
Lyon - Parcours Majeure Droit - mineure Finance	5 %	12 %
Lyon - Parcours Majeure Droit - mineure science politique	5 %	13 %
Lyon - Parcours Droit - Droit.	10 %	17 %
Lyon - Parcours Droit. - Accès Santé (LAS)	10 %	19 %
LP Métiers de l'immobilier	10 %	14 %

Taux de réussite en L1

Session normale et remplacement

Diplôme	Série	Effectifs Etudiants	Admis	Taux de réussite L1
Droit L1	A	260	108	41,54%
	B	419	205	48,93%
	C	411	195	47,45%
	D	475	273	57,47%
	Bourg	188	78	41,48%
TOTAL DROIT	Toutes séries	1753	859	49%
Droit spo L1	SC PO	383	383	72,58%
Droit Finance L1	Finance	70	70	75,71%
Droit LAS 1	LAS Lyon	50	22	44,00%
Droit Philo L1	Philo	45	32	71,11%
Droit IEP 1	IEP	61	48	78,69%
Droit ENS 1	ENS	43	40	93,00%

Taux de réussite en L2

Session normale et remplacement

Diplôme	Série	Effectifs Etudiants	Admis	Taux de réussite L2
Droit L2	A	211	100	47,39%
	B	376	177	47,07%
	C	349	130	37,25%
	D	337	136	40,36%
	Bourg	124	50	40,32%
TOTAL DROIT	Toutes séries	1397	593	42,57%
Droit spo L2	SC PO	311	216	69,45%
Droit Finance L2	Finance	76	48	63,16%
Droit LAS 2	LAS Lyon	41	23	56,09%
Droit Philo L2	Philo	43	33	76,74%
Droit IEP 2	IEP	24	18	75,00%
Droit ENS 2	ENS	29	26	89,66%

Taux de réussite en L3

Session normale et remplacement

Diplôme	Série	Effectifs Etudiants	Admis L3	Taux réussite L3
Droit L3	A	190	125	66,49%
	B	230	177	77,39%
	C	261	192	74,71%
	D	109	80	71,56%
	Bourg	57	48	84,21%
TOTAL DROIT	Toutes séries	847	622	73,44%
Droit spo L3	SC PO	158	138	87,97%
Droit Finance L3	Finance	30	22	73,33%
Droit LAS 3	LAS Lyon	12	8	66,67%
Droit Philo L3	Philo	23	19	82,61%

Dématérialisation des procédures

Via GRIST



- Recueil et mise à disposition des candidatures pour pourvoir les postes de chargés de TD.

- Dématérialisation d'un certain nombre de formulaires de scolarité (création de liens cliquables et de QR code) :
 - > Demande de dispense d'assiduité ;
 - > Demande de changement de groupe de TD ;
 - > Demande de changement de TD en L3.

Nouveautés

Rentrée 2026-27

ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE FORMATION

- Refonte du D.U. Ateliers pratiques des contentieux publics (anciennement D.U. Contentieux des personnes publiques)
- Refonte du D.U. Droit médical (anciennement D.I.U. Droit médical)
- Licence professionnelle Mandataire judiciaire pour la protection des majeurs
- Master Expertise et conseil en affaires publiques
- Master Relations internationales et coopération culturelle dans les espaces francophones
- Master Relations internationales et territoires
- Master Résilience - Crises, risques, intelligence stratégique, expertise
- Master JANUS
- Ouverture du Master 2 Droit et activités numériques à l'alternance

Offre de formation 2027-2032

Au niveau de l'établissement, vote d'une note de cadrage (niveau de l'établissement) et dépôt de l'offre de formation (les mentions) sur Fresq : demande de création de la mention Science politique.

Au niveau de la Faculté de droit :

- **Objectifs** pour la Licence mention Droit :

- > Réfléchir à de nouvelles modalités pédagogiques ;
- > Moderniser la maquette, notamment par l'introduction de modules en lien avec l'IA ;
- > Réfléchir à transformer le S6.

- **Méthode** : groupe de travail réunissant le Doyen, les Présidents de section et l'assesseur.

Formation continue & alternance



Une offre étoffée

Formations ouvertes à la rentrée 2025/2026

22

**formations en formation
continue**

DU, masters, certificats — Faculté & instituts

16

formations en alternance

2 licences pro. + 14 masters 2

Répartition des formations FC ouvertes (2025/2026)

IFROSS	10
FC / FDV	8
IDEA	3
IEJ	1

● Ouvertures récentes

FC — M2 Expertise et risques internationaux (2024/2025) · Certificat Prix de transfert, 1re session 2025 (FC3, au nom de la Faculté)

Apprentissage — M2 Droit de la famille et M2 Intelligence stratégique et gestion de crise (2024/2025)

En ligne : facedroit.univ-lyon3.fr/formation-continue · facedroit.univ-lyon3.fr/formations-en-alternance-1

Une progression nette des effectifs et des recettes

Comparaison 2024/2025 → 2025/2026

Formation continue

2024 / 2025

482

auditeurs

2025 / 2026

586

auditeurs

1 651 415

chiffre d'affaires (€)

2 173 950

Alternance

2024 / 2025

202

alternants

2025 / 2026

232

alternants

1 529 933

chiffre d'affaires (€)

1 745 081

● Lecture d'ensemble

En formation continue, les recettes progressent d'environ 0,52 M€ (+32 %) entre les deux années ; l'alternance gagne 30 alternants et environ 0,22 M€. Les deux activités combinées dépassent 3,9 M€ de chiffre d'affaires en 2025/2026.

Ces chiffres ne comprennent pas les formations en partenariat comme la Licence Professionnelle Métiers du notariat de l'IDPI avec l'INFN ou encore la licence souscripteur d'assurance de l'IAL avec l'IFPASS.

Comment identifier le public « formation continue »

Repérage des candidats relevant du statut FC au sein de formations ouvertes principalement en formation initiale

Auditeurs FI/FC accueillis

(public FC au sein de formations FI/FC)

3



29



49

2023/2024

2024/2025

2025/2026

Progression continue depuis janvier 2024

Identification en M1 (Mon Master)

personnes FC identifiées → auditeurs FC inscrits

	identifiées	→	inscrits
2024/2025	279	→	14
2025/2026	211	→	18
2026/2027	504	→	12*

* campagne 2026/2027 en cours — chiffre évolutif

● Comment

L1 — dossier spécifique hors plateforme Parcoursup ne distinguant pas le public FC.

L2-L3 — repérage via e-Candidat, avec le service des licences.

M1 — croisement des fichiers MonMaster et des admissibles, avec le service des masters.

M2 — repérage via e-Candidat.

Critères d'identification : notamment l'âge (nés avant 2000) et l'année du bac (avant 2020). Les personnes sont informées de l'identification réalisée, puis le service échange avec elles sur leur statut et le tarif applicable.

Perspectives

Projets engagés pour 2026/2027 et au-delà

- **Rentrée 2026/2027 — alternance**

M2 Droit et activités numériques (au service des masters de la Faculté)
Licence pro. Mandataire judiciaire à l'IFROSS

- **Rentrée 2026/2027 — FC / FI**

DU Droit médical (resp. B. Ménard) — candidatures ouvertes ;
public FC ou FI à confirmer

- **VAE**

Dépôt de dossier toute l'année, avec deux sessions (jurys en juin et décembre)

- **2027/2028 — relations internationales (FDV)**

Définition de nouveaux M2 en EAD (travail avec T. Meszaros et S. Abravanel), en remplacement de 3 formations FC à distance supprimées

Le livret de l'offre en alternance

Brochure éditée par le service — année universitaire 2026/2027



Couverture

Sommaire

Masters

01	Master 2 , Mention Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté, parcours Restructuration Juridique et Financière de l'Entreprise (ALEDF)..... 6	11	Master 2 , Mention Droit public, parcours Contrats, Construction, Propriétés Publiques (CCFP)..... 36
02	Master 2 , Mention Droit des affaires, parcours Contrats, Distribution, Concurrence (CDC)..... 7	12	Master 2 , Mention Droit social, parcours Droit de la Protection Sociale d'Entreprise (DPSE)..... 37
03	Master 2 , Mention Droit des Affaires, parcours Droit et Gestion des Risques Émergents (DGRE)..... 8	13	Master 2 , Mention Droit social, parcours Droit social et Relations du Travail (DSRT)..... 38
04	Master 2 , Mention Droit des affaires, parcours Fusions - Acquisitions (FUSAC)..... 9	14	Master 2 , Mention Relations Internationales, parcours Intelligence Stratégique et Gestion de Crises (ISGC)..... 39
05	Master 2 , Mention Droit des Assurances, parcours Assurance de Domages, Risque de l'Entreprise..... 10	15	Master 2 , Mention Droit du numérique, parcours Droit et Activités Numériques (DAN)..... 20
06	Master 2 , Mention Droit des Assurances, parcours Dommages Corporiels..... 31	Licences Professionnelles	
07	Master 2 , Mention Droit des Assurances, parcours Assurances de Personnes..... 10	16	Licence Professionnelle Métiers de l'immobilier : Gestion et Administration de Biens (2 ^e et 3 ^e année)..... 21
08	Master 2 , Mention Droit de la santé, parcours Droit Fondamental de la Santé (DFS)..... 33	17	Licence Professionnelle Métiers de l'immobilier : Gestion et Développement de Patrimoine Immobilier (2 ^e et 3 ^e année)..... 22
09	Master 2 , Mention Droit privé, parcours Droit de la Famille..... 34	18	Licence Professionnelle Métiers du Notariat (3 ^e année)..... 23
10	Master 2 , Mention Droit privé, parcours Droit Immobilier..... 15	19	Licence Professionnelle Activités juridiques Mandataire judiciaire pour la protection des majeurs (3 ^e année)..... 24

3

Sommaire des 19 parcours

Le livret de l'offre en formation continue

Brochure éditée par le service — année universitaire 2026/2027



Couverture

1 - FORMATION EN PRÉSENTIEL

Master

INSTITUT	MENTION	PARCOURS	TARIF POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE	LIEN VERS LA FICHE FORMATION
FACULTÉ DE DROIT	ADMINISTRATION ET LIQUIDATION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	RESTRUCTURATION JURIDIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE (MASTER 1)	3 300 €*	
IDEA	ADMINISTRATION ET LIQUIDATION DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ	RESTRUCTURATION JURIDIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ENTREPRISE (MASTER 2)	6 750 €	
FACULTÉ DE DROIT	DROIT DES AFFAIRES	CONTRATS, DISTRIBUTION ET CONCURRENCE (MASTER 1)	3 300 €*	
IDEA	DROIT DES AFFAIRES	CONTRATS, DISTRIBUTION ET CONCURRENCE (MASTER 2)	6 750 €	
FACULTÉ DE DROIT	DROIT DES AFFAIRES	DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	3 300 €*	
IDEA	DROIT DES AFFAIRES	DROIT DES AFFAIRES APPROFONDI	3 300 €*	
IDEA	DROIT DES AFFAIRES	DROIT DES AFFAIRES ET FISCALITÉ (MASTER 1)	3 300 €*	

Légende couleurs

- Formation en présentiel avec une promotion comprenant des étudiants en poursuite d'études
- Formation en présentiel avec une promotion comprenant des étudiants en poursuite d'études et avec un rythme de formation en alternance
- Formation en présentiel avec une promotion comprenant uniquement des participants en reprise d'études
- Formation en distanciel avec une promotion comprenant des étudiants en poursuite d'études
- Formation en distanciel avec une promotion comprenant uniquement des participants en reprise d'études
- Formation hybride (présentiel et distanciel) avec une promotion comprenant des étudiants en poursuite d'études

* Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi sous conditions

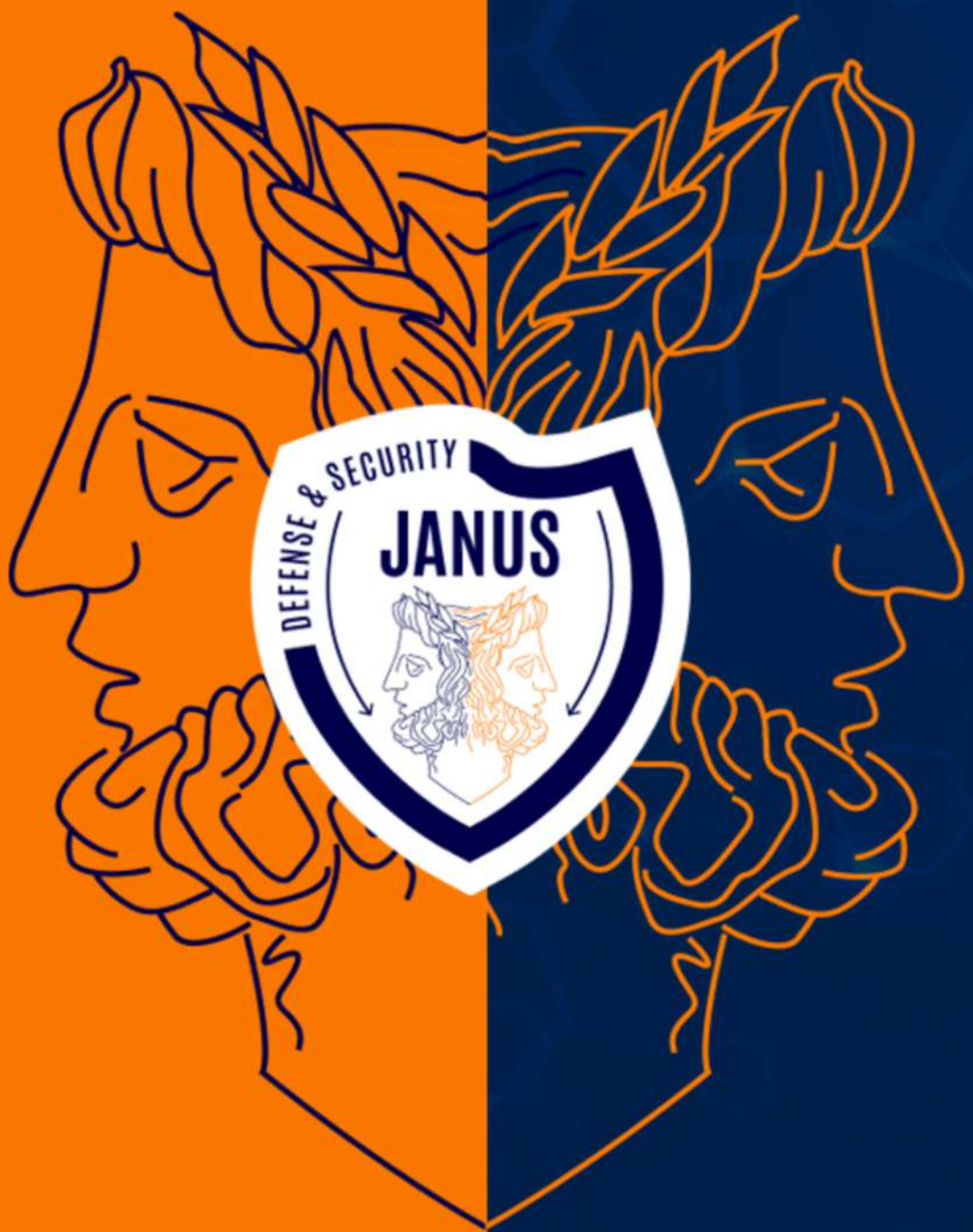
Extrait — masters ouverts en FC

facedroit.univ-lyon3.fr/formation-continue

Relations internationales

- JANUS
- Bilan des départs en mobilité
- Actions envisagées pour 2026-27
- EEID





**Joint Master in Applied Defence and Security -
Networks for Unified Strategies**
Erasmus Mundus JANUS



Funded by
the European Union

PRESENTATION DU PROGRAMME

Le Master JANUS (Joint Master in Applied Security and Defense - Networks for Unified Strategies) est un programme **Erasmus Mundus**, financé par la **Commission Européenne**, qui propose une **formation exigeante**, bilingue **en français et en anglais** dans les domaines de la **sécurité et la défense**.

Coordonné par l'**Université Jean Moulin Lyon 3** et mis en œuvre par un consortium de **cinq universités** en France, au Liban (**Université Saint-Joseph de Beyrouth**), en Roumanie (**Université de Bucarest**), en Espagne (**Université de Grenade**) et au Royaume-Uni (**Université d'Essex**), il vise à former aux enjeux contemporains de la sécurité de la défense en combinant mobilité internationale, excellence académique et professionnalisation.

PROGRAMME

SEMESTRE 1

FRANCE



DROIT, SÉCURITÉ, STRATÉGIE

SEMESTRE 2

LIBAN



FONDAMENTAUX HISTORIQUES
ET GÉOPOLITIQUES

SEMESTRE 3

AU CHOIX

ROUMANIE



DÉFENSE / GUERRE À HAUTE
INTENSITÉ

ESPAGNE



DÉFENSE / CRIMINOLOGIE

ROYAUME-UNI



CYBERSECURITÉ

SEMESTRE 4

STAGE OU MÉMOIRE

FRANCE



ESPAGNE



LIBAN



ROUMANIE



ROYAUME-UNI



OU AUTRES PAYS

BILAN DES ADMISSIONS 2026-2028

An international cohort

29 students = 16 countries represented

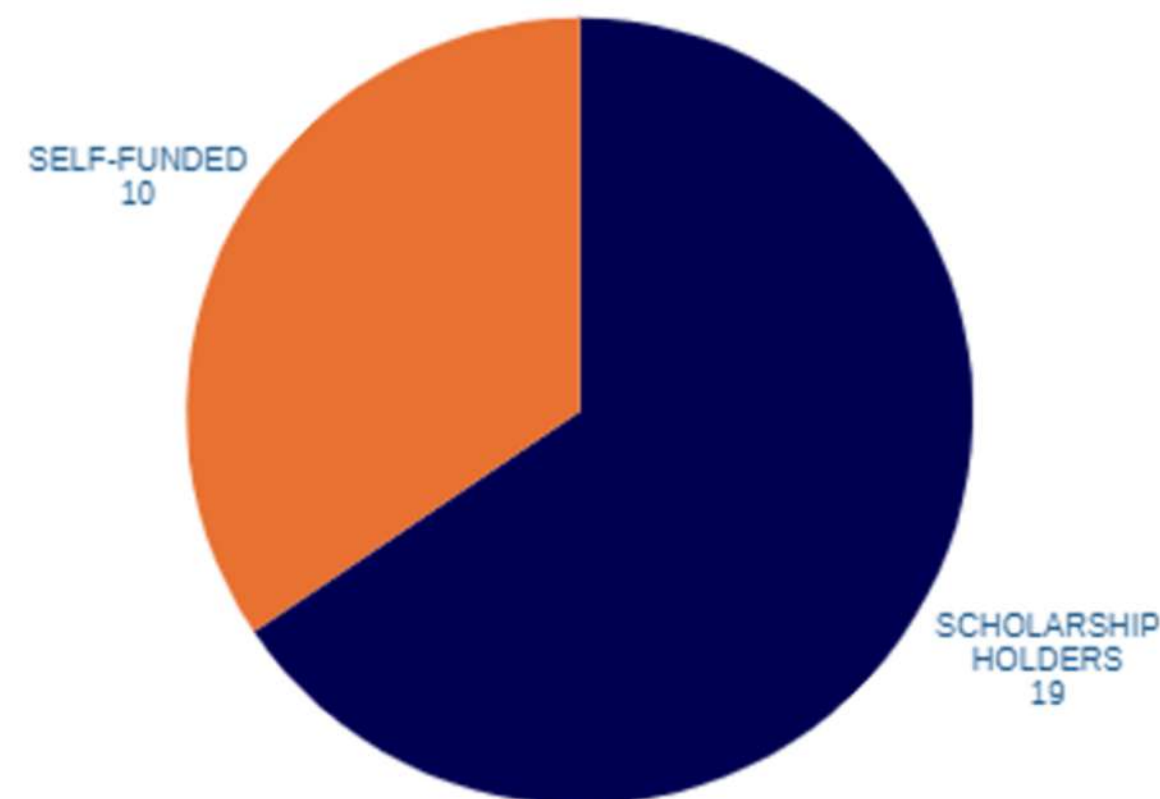


PAYS DE L'UE : 55 %
(DONT 69% DE FRANÇAIS)

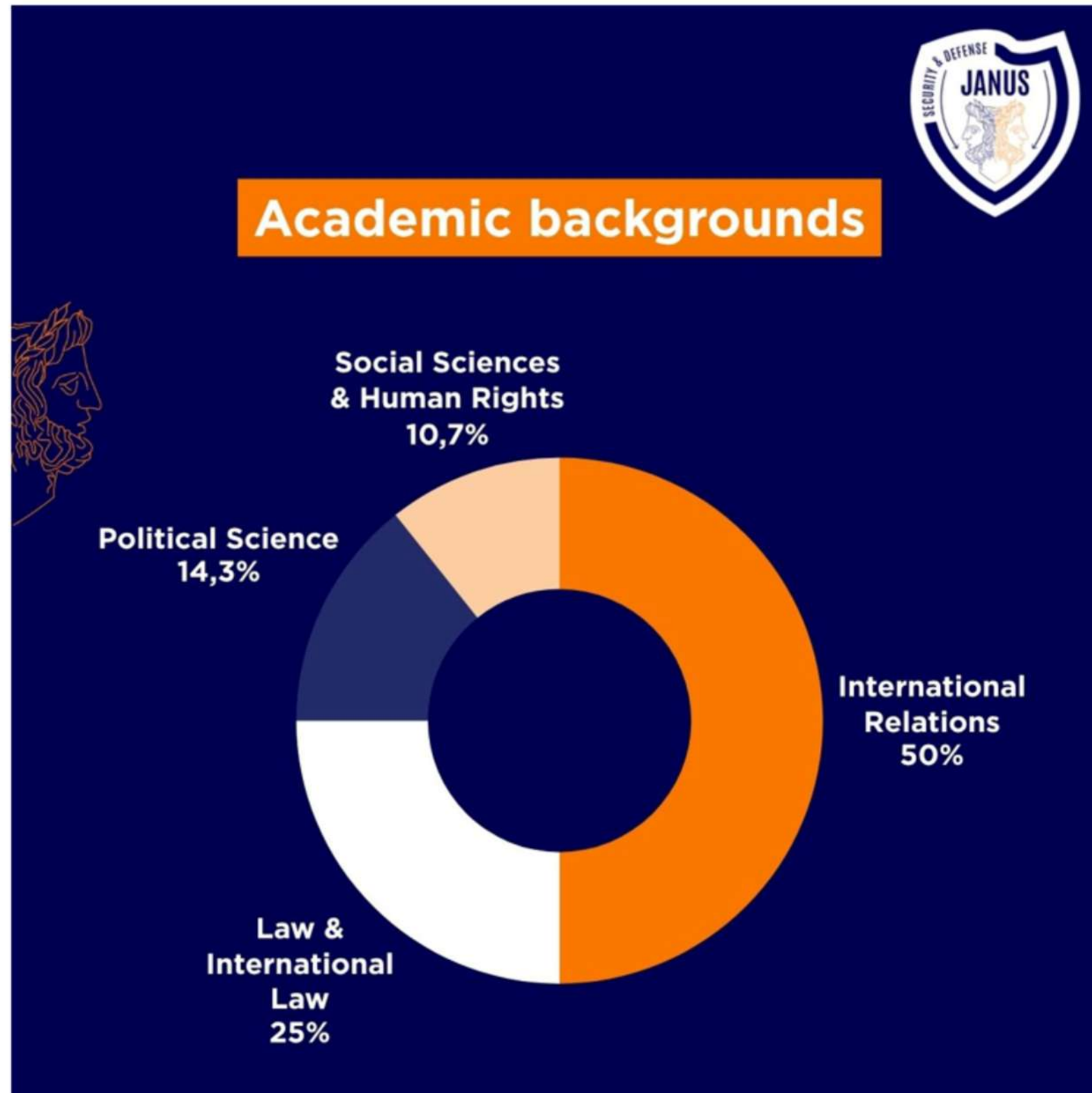
HORS UNION EUROPÉENNE : 45%

EMJM JANUS - 2026-2028 COHORT




● SCHOLARSHIP HOLDERS ● SELF-FUNDED



COHORTE 2026-2028



RÉPARTITION DES ETUDIANTS ENTRE LES TROIS SPÉCIALISATIONS

-  UNIVERSITÉ DE BUCAREST : 10 ÉTUDIANTS
-  UNIVERSITÉ DE GRENADE : 9 ÉTUDIANTS
-  UNIVERSITÉ D'ESSEX : 10 ÉTUDIANTS

Relations internationales

Bilan des départs en mobilité

	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Sortants M1 Droit	29	43	37	34
Sortants M1 RI	19	15	12	6
Sortants L3	22	28	32	25
Sortants S6 (L3)				4
Sortants DU	8	14	15	12
Total	78	100	96	81
Total M1	48	58	49	40

MOBILITÉ D'ÉCHANGE EN S6

- Les étudiants de Licence Droit/Droit et Licence Droit/Sciences Po peuvent désormais effectuer une mobilité d'échange au semestre 6 (S6).
- La mobilisation des étudiants reste limitée malgré les actions de communication engagées.
- Pour renforcer l'information, le Pôle International a multiplié les interventions auprès des étudiants de L1 et L2.
- Afin de favoriser les candidatures, la moyenne minimale requise en L1 a été abaissée de 14/20 à 13/20.

CHIFFRES MOBILITÉ ENTRANTE À LA FACULTÉ DE DROIT :

2025-2026 : 175 étudiants entrants

2024-2025 : 214 étudiants entrants

Relations internationales

Actions pour 2026-27

DÉVELOPPEMENT PARTENARIATS : INDE / CHINE

- Projet de MOU, échange et délocalisé RI en Inde en partenariat avec l'université Alliance de Bangalore
- Projet de MOU, échange et short term program avec la CUFÉ de Chine

ACTIONS ENVISAGÉES

- Développement short term programs
- Offre de formation en anglais : ouverture LL.M (Samir Merabet) sur IA + L3 (en étude)
- Renforcement com' sur les possibilités de mobilité pour tous les étudiants + S6

SALONS

Représentation de la Faculté de droit :

- Tournée de recrutement Campus France à Pékin
- NAFSA
- EAIE

LANCEMENT DIPLÔMES 25-26

- Lancement Etudes judiciaires au Cambodge
- Lancement ESTEM au Maroc

Relations internationales

EEID

4 parcours de double-diplômes en Licence
5 parcours de double-diplôme en master

Les chiffres des doubles-diplômes en Licence :

	2025-2026			
	L1	L2	L3	
Essex	18	24	15	
Grenade	5	16	9	
Munster	28	19	16	
Turin	7			
Total	58	59	40	157

	Prévisions 2026-2027	
L1	70	
L2	66	
L3	52	
Total	190	

> L'augmentation constante des effectifs dans les parcours de Licence EEID confirme leur attractivité et leur ancrage durable dans l'offre de formation de la Faculté de droit.



Dispositif innovant

- Chaire de droit des contrats publics

QUI SOMMES-NOUS ?

Créée en 2020 et dirigée depuis par le Professeur François Lichère, animée actuellement par cinq chercheurs et rattachée à l'Équipe de droit public de l'Université Jean Moulin Lyon 3, la Chaire est une **structure de recherches unique** en son genre dans le domaine du droit des contrats publics.

Regroupant **universitaires, acteurs institutionnels, autorités contractantes et entreprises titulaires de contrats publics**, elle réalise des **enquêtes de terrain** donnant lieu à des **rapports** et à la formulation de **recommandations**. La Chaire comprend un **conseil scientifique** constitué de professeurs français spécialistes de droit des contrats publics ainsi que deux professeurs de droit privé, d'un **conseil d'orientation stratégique** constitué des représentants des partenaires et d'un **collège d'experts** constitué de membres du Conseil d'Etat, de la Direction des affaires juridiques du Ministère de l'Économie et des Finances et de Fin Infra qui dépend du même ministère.



Pr. François LICHÈRE
Directeur de la Chaire

MOYENS FINANCIERS

Le financement de la Chaire repose sur le **mécénat d'organismes publics et d'entreprises privées**. En 2026, la chaire peut compter sur le soutien de **13 partenaires financiers pour un budget annuel de 255 000 euros**



POUR L'AVENIR :

La plupart des partenaires de la Chaire ont indiqué renouveler leur partenariat au cours de l'année 2026.

MOYENS HUMAINS

Le budget de la Chaire est principalement affecté aux dépenses salariales pour son équipe composée de **5 chercheurs** diplômés en droit recrutés sous contrat.



ÉQUIPE DE LA CHAIRE

3 Chercheurs post-docs

Cédric BERNARD

Alice LASSALE

Rosalie LE MOING

2 Chercheurs doctorants

Joyce RENGOUWA

Fikahin YEO

RAPPORTS PUBLIÉS DE LA CHAIRE

DE 2020 À 2026

2021

Crise sanitaire et contrats publics

A la suite de ce rapport, La Chaire a participé activement à la rédaction de deux clauses inédites contenues dans les nouveaux CCAG : • La clause de suspension en cas de circonstances imprévisibles • La clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles

2022

Liens entre règles de passation et difficultés d'exécution des contrats publics

Parmi les recommandations, celle de supprimer les conditions de recours aux procédures négociées pourrait être adoptée par la future Directive réformant la Directive 2014/24

2022

Prévention de la corruption et contrats publics

Parmi les recommandations, certaines ont été reprises par diverses propositions de loi (mise en place d'un référentiel anticorruption auprès des personnes publiques ; Étendre le champ d'application de l'article 17 de la Loi Sapin 2 aux entreprises appartenant à un groupe dont la société mère est étrangère ; Codifier les jurisprudences Vert Marine et Département des Bouches-du-Rhône).

2023

Environnementalisation des contrats publics

Ce rapport n'a pas débouché sur des recommandations mais il faut état de nombreuses « bonnes pratiques » dont les acheteurs publics peuvent s'inspirer.

2023

Modification des contrats de la commande publique

Parmi les recommandations de clarifications ou d'assouplissement, certaines pourraient être adoptées dans le cadre de la réforme en cours des directives.

- 2024** **Répartition et traitement des risques dans la commande publique**
La Chaire a surtout recommandé des bonnes pratiques passant notamment par l'élaboration des guides qui devrait être menée en collaboration avec la DAJ.
- 2025** **Le statut des biens dans les contrats publics**
La Chaire a proposé de réduire matériellement la qualification des biens de retour mais de l'étendre organiquement aux marchés publics confiant une mission de service public à un titulaire ainsi que de clarifier les obligations d'entretien et de maintenance des biens publics
- 2026** **Simplification de la commande publique**
La chaire a recensé 125 propositions de simplification des sondés et a proposé 8 mesures de simplification. Le sondage (657 participants) ayant été réalisé en partenariat avec la DAJ de Ministère de l'économie et des finances (sous-direction de la commande publique), il est probable que celle-ci s'en inspirera pour les prochaines réformes.
- 2026** **Bilan et réforme des Directives**
Rapport en train d'être finalisé après un sondage ayant aussi rencontré un grand succès (360 participants)

RAPPORTS EN COURS ET FUTURS THEMES

ANNÉE 2025-2026

Autres rapports en cours

- Les contrats privés de la commande publique *[Phase de recherches théoriques en cours]*
- Les groupes de contrats dans les contrats publics *[Phase de recherches théoriques en cours]*

Thématiques futures

- Les contrats publics internationaux
- Les modes alternatifs des règlements des différends dans les contrats publics
- L'étude de droit comparé des contrats publics
- Diverses thématiques sur les concessions (à définir)

COLLOQUES DE LA CHAIRE

DE 2020 À 2026

2021 La discussion dans les contrats publics



La thématique de la discussion dans les contrats publics a été traitée à l'occasion du premier colloque annuel de la Chaire, qui s'est tenu à Lyon les 23 et 24 septembre 2021 et a réuni 200 personnes. Fidèle à l'identité méthodologique de la Chaire, ce colloque a souhaité innover au plan de la forme, en consacrant sa première journée à des ateliers de discussion entre praticiens, dirigés par des modérateurs qui ont, le lendemain, proposé un compte rendu de ces ateliers dans un cadre formel plus classique où débattaient universitaires et professionnels des contrats publics.

Les thèmes abordés ont été les suivants :

- Le champ d'application de la discussion ;
- L'objet de la discussion ;
- Les risques de la discussion ;
- La méthodologie de la discussion.

2022 L'efficacité de la commande publique



Le 2^e colloque annuel portait sur l'efficacité de la commande publique, une notion encore peu étudiée en droit malgré sa présence dans le Code. Les échanges ont mis en évidence son caractère ambivalent : elle vise à la fois la satisfaction des besoins publics et leur réalisation au moindre coût, avec une portée juridique incertaine.

Les discussions ont soulevé plusieurs enjeux majeurs : le rôle des principes fondamentaux et des règles de passation, l'impact des juges, la professionnalisation de l'achat public ou encore l'adaptation du droit en période de crise.

Enfin, le colloque a interrogé l'efficacité des outils et techniques d'achat, ainsi que l'influence croissante des objectifs transversaux (développement durable, soutien aux PME, lutte contre la corruption).

2022 30 ans après la première Loi Sapin



Ce colloque, organisé par plusieurs équipes de recherche de l'Université Lyon 3, visait à dresser un bilan de la prévention et de la lutte contre la corruption en France, à l'occasion des 30 ans de la Loi Sapin (1993).

Il a permis de revenir sur l'évolution du cadre juridique anticorruption, renforcé notamment par la Loi Sapin 2 (2016), qui a introduit de nouveaux mécanismes de prévention, des obligations de conformité et la convention judiciaire d'intérêt public.

Structuré en deux temps, l'événement a d'abord analysé l'ampleur et les formes de la corruption, puis les outils juridiques permettant de la prévenir et de la sanctionner, en réunissant chercheurs, praticiens et acteurs institutionnels.

2023 L'information dans la commande publique



Le 3e colloque annuel de la Chaire, organisé à Lyon en novembre 2023, a porté sur l'information dans la commande publique, une thématique encore peu étudiée de manière autonome.

Les travaux ont mis en lumière la place transversale de l'information, présente à toutes les étapes des marchés publics (passation, exécution, contrôle) et indispensable à des principes fondamentaux tels que la transparence et l'égalité entre les candidats.

Au-delà de sa diffusion, le colloque a interrogé les conditions et les limites de l'accès à l'information, entre impératifs de transparence, protection du secret des affaires et des données personnelles, ainsi que les perspectives d'un renforcement du contrôle citoyen.

En parallèle :

Séminaire franco-italien : « Commande publique et transition énergétique : La nouvelle donne ? »

En collaboration avec l'Université de Turin et l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, la Chaire a organisé un séminaire sur les rapports qu'entretiennent la transition énergétique et la commande publique sous un angle comparatif franco-italien. Les discussions ont porté sur l'identification des outils qu'offre la commande publique en faveur d'une transition énergétique, les obstacles et les réformes nécessaires à la simplification de la production d'énergie renouvelable ou d'un achat public durable.

2024

Les usages dans la commande publique



Le 4e colloque de la Chaire, organisé à Lyon en octobre 2024 en partenariat avec l'Institut des Usages, a porté sur la notion d'usages dans la commande publique.

Les échanges ont cherché à préciser cette notion encore peu définie juridiquement, bien qu'elle apparaisse ponctuellement dans le Code. Les usages ont été envisagés comme des pratiques répétées propres à certains secteurs, susceptibles de produire des effets normatifs.

Le colloque s'est ainsi attaché à identifier ces usages tout au long du cycle de vie des contrats (formation, exécution, fin) et à en évaluer la portée juridique, en distinguant notamment ceux dont la violation peut être sanctionnée par le juge de ceux relevant davantage de logiques réputationnelles.

2025

L'intensification de la concurrence dans la commande publique



Le 5e colloque annuel de la Chaire, organisé à Lyon en octobre 2025, était consacré à l'évolution et à l'intensification de la concurrence dans la commande publique.

Les travaux ont débuté par une rétrospective des 50 dernières années d'extension des obligations de mise en concurrence, complétée par une analyse économique de la concurrence. Les échanges ont notamment porté sur les limites à la concurrence (exclusions, aides d'État, pratiques anticoncurrentielles, offres anormalement basses, dématérialisation).

Le colloque s'est ensuite concentré sur les leviers d'intensification de la concurrence, à travers l'évolution du cadre juridique (simplification, ouverture, soutien aux PME) et le rôle des mécanismes de contrôle, qu'ils soient administratifs ou juridictionnels.

Autres activités de la Chaire : conférences

- Le **21 janvier 2025** à **Lyon** : Avec le Cercle Contrats Publics, la Chaire de droit des contrats publics a accueilli le conseiller d'État Gilles Pellissier et le Doyen Olivier Gout pour une conférence sur **la résilience du contrat face aux crises**.
- Le **3 avril 2025** à **Lyon** : Une demi-journée d'étude sur les « **collaborative contracts** » a été menée pour réfléchir sur les contrats publics collaboratifs à partir d'exemples anglais ;
- Le **4 avril 2025** à Lyon : Avec l'Institut du contract management, un **colloque pluridisciplinaire sur le contract management dans les contrats publics** a été organisé. La journée est **disponible en vidéo sur le site** internet de la Chaire ;
- Le **17 décembre 2025** à **Lyon** : Avec le Cercle Contrats Publics, la Chaire de droit des contrats publics a accueilli Me Sophie Lapisardi, avocate associée fondatrice du cabinet Lapisardi Avocats, pour une conférence sur **la clarté du droit et le Legal Design** ;
- Le **31 mars 2026** à **Lyon** : Avec le Cercle Contrats Publics, la Chaire de droit des contrats publics a accueilli, dans le cadre d'une conférence sur **le rôle, les qualités et les places du droit privé et du droit public dans le métier de juriste d'entreprise**, Madame Sophie Jeannot, Directrice juridique et conformité - Demathieu Bard, Madame Cynthia Vasselle, Responsable juridique - Demathieu Bard, et Madame Séverine Fécamp, correspondante AFJE Rhône-Alpes.

AUTRES PUBLICATIONS DE LA CHAIRE

DE 2020 À 2026

2023 Livre blanc « Pour une Loi Sapin 3 »



Auteur(s) : J-F. Kerléo, F. Lichère, E. Untermaier-Kerléo et C. Bernard
Année : 2023
Nb. de pages : 60

Ils en parlent :

- Acteurs Publics
- Décideurs Magazine
- JCP A, 2023, n° 36
 - Le Moniteur
- Achat-public.info
 - Weka
 - Contexte
- Landot Avocats

Dans le cadre d'un livre blanc résultant d'une **collaboration avec l'Observatoire de l'éthique publique**, la Chaire de droit des contrats publics propose une « Loi Sapin 3 » pour **renforcer la lutte contre la corruption et les autres atteintes à la probité**. Ces recommandations visent à **renforcer les mécanismes d'exclusion de la commande publique** et à **combler certaines lacunes en matière de transparence** dans la commande publique et pour les contrats de vente des immeubles publics relevant du domaine privé des personnes publiques.

Recommandations principales :

- **Codifier aux articles L. 2141-8 et L. 3123-8** du Code de la commande publique la **jurisprudence Département des Bouches-du-Rhône** (CE, 24/06/2019, n° 428866) ;
- **De créer un registre national des opérateurs économiques non admissibles aux contrats de la commande publique** sous la responsabilité du ministère en charge de l'économie et des finances accessible gratuitement à toutes les autorités contractantes ;
- **D'étendre aux concessions les peines d'exclusions des marchés publics** que les juridictions pénales peuvent prononcer à l'encontre des personnes physiques ou morales ;
- **D'étendre le régime de transparence des délivrances des titres d'occupation du domaine public aux titres d'occupation du domaine privé**, à l'inverse de la récente décision du Conseil d'Etat du 2 décembre 2022, *Ville de Biarritz* (n° 460100) ;
- **D'étendre les obligations de transparence** pour les marchés passés par les concessionnaires d'aménagement et pour les marchés passés par tous les concessionnaires d'un service public supérieurs à un seuil.

2025

Green Public Procurement: Lessons from the Fields: Canada, France, Italy, Portugal, Netherlands and Switzerland



Dir. : F. Lichère

Année : 2025

Nb. de pages : 378

Sous la direction du Professeur François Lichère, cet ouvrage rédigé en anglais **explore les outils et les obstacles à l'environnementalisation de la commande publique avec une approche de droit comparé et de sociologie juridique.**

Résumé de l'éditeur (en français) :

L'intégration de considérations environnementales dans les marchés publics est aujourd'hui largement possible, permettant aux acheteurs publics de devenir de véritables acteurs de la lutte contre l'urgence écologique et d'influencer les pratiques et les comportements des opérateurs économiques. Cependant, d'importantes difficultés subsistent et, dans la pratique, les aspects environnementaux sont souvent peu mis en œuvre. L'objectif de cet ouvrage est de mettre en évidence et de comprendre les obstacles pratiques qui empêchent une véritable écologisation des marchés publics. Partant des réglementations en vigueur au Canada, en France, en Italie, aux Pays-Bas, au Portugal et en Suisse, la recherche se concentre ensuite, par le biais d'enquêtes de terrain, sur les différents obstacles nationaux qui empêchent le développement des marchés publics écologiques.

Contributeurs :

Miguel ASSIS RAIMUNDO, Giulia BOTTA, Roberto CARANTA, Ana GOUVEIA MARTINS, Gabriel JOBIDON, Désirée U. KLINGLER, Antoine PELLERIN, Sophie PRENT, Pedro SANTOS AZEVEDO, Kristina STRELCHOUK et Oriane SULPICE.

Autres activités de la Chaire

- La publication d'une newsletter contenant une revue mensuelle d'actualité du droit des contrats publics, intitulée l'Essentiel du droit des contrats publics (anciennement la Lettre juridique des contrats publics, jusqu'en septembre 2023) : <https://chairedcp.univ-lyon3.fr/lettre-dinformation> ;
- La publication d'une revue annuelle de doctrine de droit des contrats publics permettant d'analyser sur le fond les grandes thématiques qui irriguent le droit des contrats publics : <https://chairedcp.univ-lyon3.fr/revues> ;
- La participation à plusieurs réseaux européens regroupant des universitaires spécialisés en droit des contrats publics, ceci afin d'améliorer l'expertise de droit comparé ;
- Le montage de projets de recherche européen ou internationaux pour obtenir des financements sur une thématique d'actualité et créer des collaborations internationales. A ce titre, la Chaire a obtenu 25 000 euros de subventions de l'Agence universitaire de la Francophonie pour 2021-2022 pour travailler sur les contrats publics et l'environnement en lien avec les Universités de Turin, Genève, Lisbonne et Laval au Québec. Cela a permis une recherche comparée et des séminaires internationaux qui se sont déroulés à l'Université Lyon 3 pour échanger sur la réglementation et les différentes pratiques nationales quant à l'intégration des considérations environnementales dans les contrats publics. La recherche a permis de compléter le rapport sur les contrats publics et l'environnement.

ACTIVITES REALISEES POUR L'UGAP

Depuis la mise en place du partenariat, le Professeur François Lichère a organisé des séminaires d'actualité pour les juristes et acheteurs de l'UGAP en binome avec Olivier Giannoni

- Rythme : 2 ou 3 fois par an
- Lieu : au siege de l'UGAP
- Participation : entre 20 et 30 juristes et acheteurs de l'UGAP
- Format : diffusion d'un powerpoint présentant les dernières actualités du droit des marches publics avec beaucoup d'interactions avec les participants

Projet de Fondation pour la Recherche Juridique Appliquée

- Il est envisagé, à l'horizon printemps 2027, de **transférer la Chaire de droit des contrats publics dans une Fondation** qui serait créée pour l'occasion
- Objectifs :
 - permettre à la Chaire de bénéficier de plus **de souplesse opérationnelle**
 - Mettre en place une CDIisation des chercheurs par la **soumission au Code du travail**
 - Offrir **aux partenaires la possibilité d'être plus impliqués dans les orientations** de la Chaire
 - Mettre en place **d'autres actions de recherches juridiques appliquées dans d'autres branches du droit** (Droit de la propriété publique, Droit des affaires, Droit fiscal, Droit du travail) **ou sur des thématiques spécifiques** (Smart cities, IA etc.), soit par la création de nouvelles chaires ou observatoires, soit par des financements d'autres projets
- Modalités : statuts à définir avec les partenaires mais qui garantirait l'indépendance des résultats de la Recherche par rapport aux fondateurs/partenaires ; durée de 3 ans renouvelables ; à abriter auprès d'une fondation abritante ou sous forme de fondation d'entreprise indépendante

NOUS CONTACTER

 **Chaire de droit des contrats publics**
Université Jean Moulin Lyon 3
15 quai Claude Bernard
Bâtiment Cavenne
69007 Lyon

 Tél. : 04 78 78 70 54

 chairedcp.univ-lyon3.fr

 chairedcp@univ-lyon3.fr



Recherche

- Projet ANR
- Publications scientifiques

Recherche

Projets ANR

PLUSIEURS COLLÈGUES DE LA FACULTÉ DE DROIT IMPLIQUÉS DANS LES PROJETS ANR

- DEMOCIS – Démocraties, citoyenneté et institutions face aux transformations des espaces publics
- RELIGIS – Religions et sociétés face aux défis contemporains
- FORESEE – Les conséquences du changements climatique

Recherche

Quelques publications

Année universitaire 2025-26



Hugues Fulchiron, Ludovic Pailler, Amélie Panet-Marre



Elise Untermaier-Kerleo, Hervé de Gaudemar



Hugues Fulchiron



Commenté sous la direction de Bernard Beignier, Mathilde Philip, Anne-Laure Youhnovski Sagon



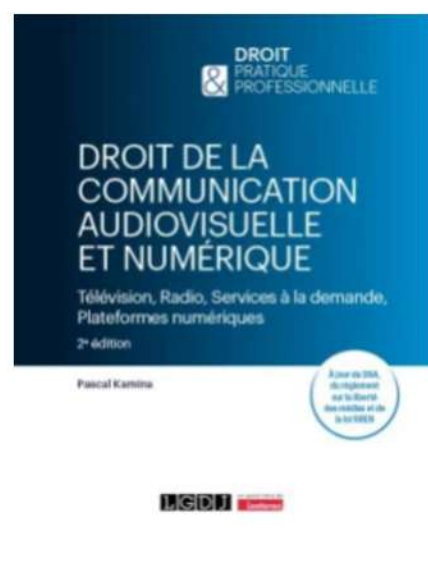
Georges Cavalier



David Deroussin



David Mongoin



Pascal Kamina



Claire Brunerie, Ludovic Pailler



Sous la direction scientifique de Gaëlle Marti et Bérénice Hamidi



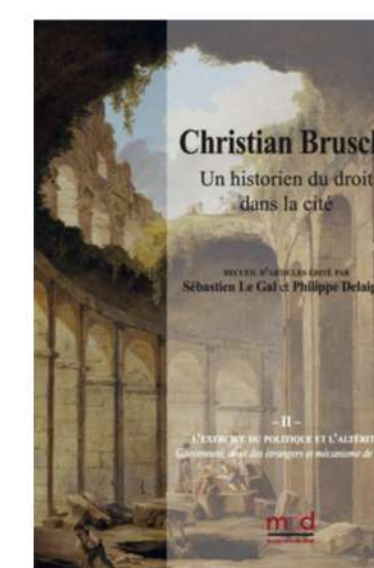
Mathieu Rouy



Philippe Billet



Jacques Azéma, Nicolas Bouche, Jean-Christophe Galloux



Sébastien Le Gal et Philippe Delaigue

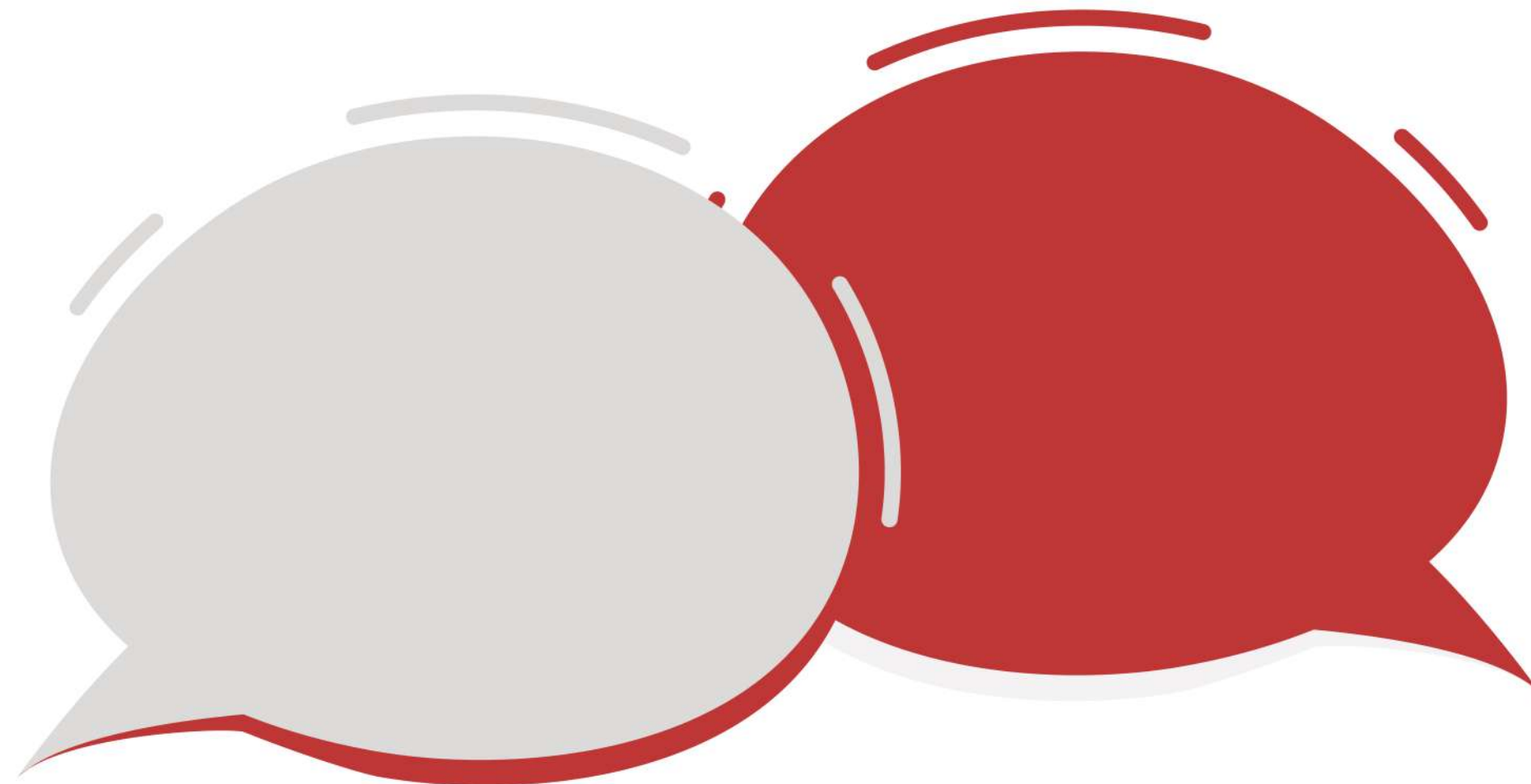


Olivier Gout



Départs à la retraite

- Daniel Espel – Responsable administratif sur le campus de Bourg-en-Bresse | Départ au 1er septembre 2026
- Catherine Bringuier – Personnel administratif au service financier
Départ au 1er octobre 2026



Questions / échanges